Fusion. Le début des grandes manœuvres

Dimitri L'hours

Un transrade reliant Brest et Le Fret avec cinq liaisons quotidiennes : c'est le premier élément tangible qui ressort des deux réunions de travail, organisées cette semaine à Crozon, au sujet d'une fusion de la Presqu'île avec Brest Métropole. Preuve que les élus rentrent dans le vif du sujet.

Daniel Moysan et François Cuillandre ont présenté le projet de fusion entre la Presqu'île et BMO à de nombreux élus, cette semaine, à Crozon.

C'est le dossier politique majeur qui agitera la Presqu'île de Crozon et l'Aulne maritime (CCPCAM) dans les prochains mois : le travail autour d'une fusion avec Brest Métropole (BMO), vivement soutenue par Daniel Moysan et Louis Ramoné, a pris un nouvel élan, cette semaine. En effet, deux réunions, associant de nombreux élus presqu'îliens, brestois (à commencer par François Cuillandre) mais aussi régionaux (notamment Gérard Lahellec, vice-président à la Région en charge des transports), se sont déroulées cette semaine, à Crozon.

« Trois points de vigilance »

À la sortie de ces deux séances, le principal enseignement a été fourni, via son compte Twitter, par Yohann Nédélec, vice-président en charge des transports et de la rade à BMO. À partir du 1er septembre 2019, la Presqu'île de Crozon se verrait ainsi relier à Brest par le transrade en vingt-cinq minutes. Concernant la fréquence, cinq liaisons quotidiennes (deux le matin, une le midi et deux le soir, probablement) seraient proposées aux habitants de la Presqu'île. Cela semble satisfaire Daniel Moysan. « J'ai désigné trois points de vigilance concernant la fusion : les urgences H24, des pôles de proximité et celui des transports, avec notamment le transrade. Ce que je lis concernant ce dernier point me semble satisfaisant pour les habitants de la communauté de communes », souligne Daniel Moysan.

Le président de la CCPCAM rappelle que « si nous rejoignons la Métropole, c'est pour y être à part entière et non entièrement à part ». S'agissant de la date du 1er septembre 2019, elle s'explique simplement par le fait qu'une nouvelle délégation de service public pour les transports brestois sera attribuée à cette date.

« Pas d'opposition franche »

L'argument sera-t-il de nature à atténuer les réserves émises par certains élus de la Presqu'île, notamment Dominique Le Pennec, maire de Telgruc, à propos de la fusion ? En tout cas, Daniel Moysan affirme « ne pas avoir senti d'opposition franche » au cours des deux réunions.

Celles-ci ont déjà permis d'élaborer un calendrier d'étude précis pour mener à bien ce dossier. Jusqu'au mois d'octobre, une bonne vingtaine d'élus travailleront sur divers chantiers, classés de prioritaires à thématiques (projet de territoire, fiscalité, compétences, agents communaux, équipements culturels, etc.). « Nous verrons au terme de ces six mois s'il est nécessaire de prolonger l'étude ou si nous avons suffisamment bien avancé pour nous prononcer en faveur de la fusion ou non », indique Daniel Moysan.